

Déclaration liminaire des représentants de Solidaires Finances Publiques au Comité Technique Local du 8 juin 2017

Monsieur le Président,

L'élection présidentielle a rendu son verdict : Emmanuel MACRON est élu.

Si les décisions législatives seront décisives pour la constitution d'un gouvernement « durable », à l'heure actuelle, ce sont les orientations que M MACRON a portées durant la campagne électorale qui ont de grandes chances d'être mises en œuvre.

Aujourd'hui, Bruno LEMAIRE (celui qui voulait supprimer la fonction publique territoriale) prend la tête du ministère de l'économie, tandis que Gérard DARMANIN qui a également en charge la Fonction Publique se voit attribuer le ministère de l'Action et des comptes publics.

Au passage, encore un nouveau nom de ministère qui ne manquera pas de nous faire changer nos logos sur nos imprimés...

Concernant la future « vitrine » du ministère et de la DGFIP à savoir le prélèvement à la source (PAS), Solidaires Finances Publiques avait alerté les précédents locataires de Bercy sur les dangers d'un tel chantier dans une administration malmenée, depuis des années, par des moyens humains et budgétaires en baisse constante (rappel la DGFIP a perdu 9630 emplois sous le quinquennat de M. HOLLANDE soit un total de 36700 emplois depuis 2002).

Il nous semblait plus qu'urgent qu'une décision rapide soit prise pour ne pas laisser les agents et les contribuables (soumis à une communication quotidienne via des spots publicitaires), dans cette situation instable et inacceptable.

Le premier ministre vient d'annoncer officiellement le report du PAS au 01/01/2019.
Pour autant, il nous semble toujours plus que nécessaire de renforcer les moyens humains, techniques et réglementaires de la DGFIP pour traquer la fraude fiscale que d'envisager la mise en place du PAS coûteux et inutile.

Lors de ce nouveau Comité Technique Local (CTL), nous nous retrouvons pour évoquer :

Le nouveau règlement intérieur applicable au CTL

Le projet d'arrêté relatif à la désignation du service chargé du recouvrement des droits et pénalités dus au SPF-E

Le bilan de la formation professionnelle

Le tableau de bord de veille sociale 2016

Le baromètre social 2016

Le plan d'action suite aux travaux du Groupe de Travail relatif à l'étude du baromètre social 2015

Le bilan de la restructuration du réseau 2017

L'Adaptation des Structures et du Réseau 2018

Le bilan de l'activité de l'Équipe Départementale de Renfort (EDR).

Un premier bilan de la campagne IR.

Comme à son habitude, Solidaires Finances Publiques interviendra en séance et portera la voix des agents des Finances Publiques pour :

- qu'ils soient mieux reconnus,
- défendre et renforcer leurs droits et garanties,
- améliorer leurs conditions de travail
- démontrer la nécessité de renforcer les moyens d'exercice des missions dont ils ont la charge.

En effet, nous vous rappelons que les agents exigent :

- l'arrêt des suppressions d'emplois,
- le comblement des postes vacants,
- l'arrêt des restructurations,
- le maintien des chances de promotions(concours),
- une meilleure rémunération,
- des moyens pour exercer leurs missions correctement,
- du respect et de l'écoute.

Pour la première fois un groupe de travail concernant l'observatoire interne s'est réuni le 22 février 2017, sous la présidence de la secrétaire générale du ministère.

La secrétaire générale s'est engagée à organiser un groupe de travail du Comité Technique Ministériel en septembre.

En attendant les constats de ce rapport semblent incontournables avec des tensions sur les missions, sur les conditions de travail, du stress et des charges de travail trop importantes et un affaiblissement de l'intérêt au travail et de la conscience professionnelle.

Ces éléments ressortent bien évidemment dans le baromètre social 2016 de la DDFIP 89 où 78 % des agents du département estiment travailler dans l'urgence, que la DGFIP évolue dans le mauvais sens pour 86 % des agents et que le climat social est mauvais pour 76 % d'entre eux.

Il faudra veiller à l'application du plan d'action proposé par la direction pour pouvoir infléchir ces tendances sur les années à venir.

Concernant le tableau de bord de veille sociale 2016, compte tenu de la faiblesse des documents transmis (1 seule page), nous ne doutons pas que ce point sera examiné lors d'un prochain CTL...

Solidaires Finances Publiques souhaite conclure cette déclaration liminaire en revenant sur la remise en cause des droits des agents à être entendus, et ceux de leurs représentants à exercer leurs mandats.

Pour Solidaires Finances Publiques, il est nécessaire de donner des moyens, du temps, et des garanties au dialogue social.

Face à la diminution du temps accordé aux représentants du personnel pour préparer et rendre compte des instances de dialogue social, les élu(e)s de Solidaires Finances Publiques de l'Yonne exigent, systématiquement, que l'ordre du jour de chaque CTL soit moins chargé, afin de permettre un travail de préparation et de compte-rendu dans les meilleures conditions possibles.

Les représentants de Solidaires Finances Publiques 89.